

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/30067]

15 JANVIER 2019. — Loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne l'aide aux victimes du terrorisme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres*

**Art. 2.** Dans l'article 40*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres, inséré par la loi du 13 janvier 2006, les mots “, d'avance” sont insérés entre les mots “aide d'urgence” et les mots “ou de complément d'aide”.

**Art. 3.** Dans le chapitre III, section IV, de la même loi, il est inséré une nouvelle sous-section 1<sup>re</sup>, comportant l'article 42*bis*, intitulée “Disposition générale”.

**Art. 4.** A l'article 42*bis*, de la même loi, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 et modifié par la loi du 31 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante:

“Il peut également reconnaître en tant qu'actes de terrorisme des actes commis en dehors du territoire belge.”;

2°, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2:

“Le Roi fixe les conditions selon lesquelles il peut être procédé à la reconnaissance.”.

**Art. 5.** Dans la sous-section 2, insérée par la loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme, il est inséré un article 42*quinquies*, rédigé comme suit:

“Art. 42*quinquies*. § 1<sup>er</sup>. L'aide financière visée à l'article 31, 1° à 4°, est octroyée aux victimes de terrorisme aux conditions suivantes:

1° l'acte de terrorisme a été commis en Belgique. En cas d'acte de terrorisme commis à l'étranger, la victime doit avoir la nationalité belge ou sa résidence habituelle en Belgique au sens de l'article 4 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé au moment où cet acte de terrorisme est commis. L'acte de terrorisme doit être reconnu par un arrêté royal tel que visé à l'article 42*bis*, alinéa 1<sup>er</sup> ;

2° la demande d'obtention d'une aide financière doit être introduite dans un délai de trois ans à partir de la publication de l'arrêté royal visé à l'article 42*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, reconnaissant l'événement en question en tant qu'acte de terrorisme;

3° la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou la partie civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/30067]

15 JANUARI 2019. — Wet tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de hulp aan de slachtoffers van terrorisme betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen*

**Art. 2.** In artikel 40*bis*, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, ingevoegd bij de wet van 13 januari 2006, wordt het woord “, voorschot” ingevoegd tussen het woord “noodhulp” en de woorden “of aanvullende hulp”.

**Art. 3.** In hoofdstuk III, afdeling IV, van dezelfde wet, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, die het artikel 42*bis* omvat, luidende “Algemene bepaling”.

**Art. 4.** In artikel 42*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 31 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Hij kan ook daden gepleegd buiten het Belgische grondgebied erkennen als daden van terrorisme.”;

2° tussen het eerste en het tweede lid, wordt een lid ingevoegd, luidende:

“De Koning bepaalt de voorwaarden volgens dewelke tot erkenning kan overgegaan worden.”.

**Art. 5.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de bevoegdheden van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft inzake de slachtoffers van terrorisme, wordt een artikel 42*quinquies* ingevoegd, luidende:

“Art. 42*quinquies*. § 1. De financiële hulp als bedoeld in artikel 31, 1° tot 4°, wordt toegekend aan de slachtoffers van terrorisme onder de volgende voorwaarden:

1° de daad van terrorisme is gepleegd in België. In geval van een in het buitenland gepleegde daad van terrorisme moet het slachtoffer van terrorisme op het moment van deze daad de Belgische nationaliteit hebben of zijn gewone verblijfplaats in België hebben in de zin van artikel 4 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht. De daad van terrorisme moet bij een koninklijk besluit als bedoeld in artikel 42*bis*, eerste lid, erkend zijn;

2° het verzoek tot het bekomen van een financiële hulp moet ingediend worden binnen een termijn van drie jaar vanaf de bekendmaking van het koninklijk besluit als bedoeld in artikel 42*bis*, tweede lid, waarbij de desbetreffende gebeurtenis als daad van terrorisme werd erkend;

3° de schade kan niet afdoende worden hersteld door de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij, op grond van een stelsel van sociale zekerheid of een private verzekering, noch op enige andere manier.

§ 2. L'aide financière visée à l'article 31, 5°, est octroyée lorsque les sauveteurs occasionnels répondent aux conditions suivantes:

1° être intervenus sur le territoire belge à la suite d'un acte de terrorisme ou en cas d'acte de terrorisme commis à l'étranger, avoir la nationalité belge ou sa résidence habituelle en Belgique au sens de l'article 4 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé au moment où cet acte de terrorisme est commis et cet acte doit être reconnu en tant qu'acte de terrorisme par un arrêté royal;

2° la demande d'obtention d'une aide financière doit être introduite dans un délai de trois ans à partir de la publication de l'arrêté royal visé à l'article 42bis, alinéa 1<sup>er</sup>, reconnaissant l'événement en question en tant qu'acte de terrorisme;

3° ne pas pouvoir obtenir réparation du préjudice de façon effective et suffisante par la personne civilement responsable, par un régime de sécurité sociale, par une assurance privée ou de toute autre manière."

**Art. 6.** Dans la sous-section 2, insérée par la loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme, il est inséré un article 42septies, rédigé comme suit:

"Art. 42septies. En cas d'acte de terrorisme, une victime ou un sauveteur occasionnel peut prétendre au remboursement des frais de voyage et de séjour nécessaires pour un montant maximal de 6000 euros, soit lorsque les faits se sont produits à l'étranger, soit lorsque les faits se sont produits en Belgique et que le requérant n'y résidait pas.

Ce montant peut être majoré par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

**Art. 7.** Dans la sous-section 2, insérée par la loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme, il est inséré un article 42quaterdecies, rédigé comme suit:

"Art. 42quaterdecies. En cas d'acte de terrorisme, la commission peut octroyer un complément d'aide lorsque, après l'octroi de l'aide financière, le dommage s'est manifestement aggravé, ceci sans préjudice de l'application des articles 31, 32, 33, § 1<sup>er</sup>, et 42quinquies.

Le complément d'aide est octroyé par acte intentionnel de violence et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limité au montant applicable au jour du dépôt de la demande visant à obtenir une aide, diminué de l'aide déjà octroyée, de l'éventuelle aide d'urgence et de l'éventuelle avance.

À peine de forclusion, la demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide est introduite dans les dix ans à compter du jour de la décision de l'octroi d'une aide financière."

**Art. 8.** Dans la sous-section 2, insérée par la loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme, il est inséré un article 42quindecies, rédigé comme suit:

"Art. 42quindecies. Le montant maximum mentionné à l'article 42terdecies peut être majoré par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

**Art. 9.** Dans la sous-section 2, insérée par la loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme, il est inséré un article 42sedecies, rédigé comme suit:

"Art. 42sedecies. § 1<sup>er</sup>. En cas d'acte de terrorisme, l'État est subrogé de plein droit, à concurrence du montant de l'aide accordée, aux droits de la victime contre l'auteur ou le civilement responsable.

§ 2. De financiële hulp bedoeld in artikel 31, 5°, wordt toegekend wanneer de occasionele redders aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° op het Belgisch grondgebied geïntervenieerd hebben naar aanleiding van een daad van terrorisme of in geval van een in buitenland gepleegde daad van terrorisme op het moment van deze daad de Belgische nationaliteit hebben of zijn gewone verblijfplaats in België hebben in de zin van artikel 4 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht en deze daad moet bij koninklijk besluit erkend zijn als een daad van terrorisme;

2° het verzoek tot het bekomen van een financiële hulp moet ingediend worden binnen een termijn van drie jaar vanaf de bekendmaking van het koninklijk besluit als bedoeld in artikel 42bis, eerste lid, waarbij de desbetreffende gebeurtenis als daad van terrorisme werd erkend;

3° geen effectief en voldoende schadeherstel kunnen verkrijgen door de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon, door een stelsel van sociale zekerheid, door een private verzekering of op elke andere wijze."

**Art. 6.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de bevoegdheden van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft inzake de slachtoffers van terrorisme, wordt een artikel 42septies ingevoegd, luidende:

"Art. 42septies. In geval van een daad van terrorisme, kan een slachtoffer of een occasionele redder aanspraak maken op de terugbetaling van de noodzakelijke reis- en verblijfkosten voor een maximumbedrag van 6000 euro, ofwel wanneer de feiten zich in het buitenland afgespeeld hebben, ofwel wanneer de feiten zich in België afgespeeld hebben en de verzoeker daar niet verbleef.

Dit bedrag kan bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad verhoogd worden."

**Art. 7.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de bevoegdheden van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft inzake de slachtoffers van terrorisme, wordt een artikel 42quaterdecies ingevoegd, luidende:

"Art. 42quaterdecies. In geval van een daad van terrorisme kan de commissie een aanvullende hulp toekennen wanneer na de toekenning van de financiële hulp, het nadeel kennelijk is toegenomen, onverminderd de toepassing van de artikelen 31, 32, 33, § 1, en 42quinquies.

De aanvullende hulp wordt per opzettelijke gewelddaad en per verzoeker toegekend voor schade boven 500 euro en is beperkt tot het op de dag van de neerlegging van het verzoekschrift tot het bekomen van een hulp toepasselijk bedrag, verminderd met de reeds toegekende hulp en de eventuele noodhulp en het eventuele voorschot.

Het verzoek tot toekenning van een aanvullende hulp wordt, op straffe van verval, binnen tien jaar te rekenen van de dag waarop beslist werd over de toekenning van een financiële hulp, ingediend."

**Art. 8.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de bevoegdheden van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft inzake de slachtoffers van terrorisme, wordt een artikel 42quindecies ingevoegd, luidende:

"Art. 42quindecies. Het maximumbedrag vermeld in artikel 42terdecies kan bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad worden verhoogd."

**Art. 9.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij de wet van 3 februari 2019 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de bevoegdheden van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft inzake de slachtoffers van terrorisme, wordt een artikel 42sedecies ingevoegd, luidende:

"Art. 42sedecies. § 1. In geval van een daad van terrorisme, treedt de Staat van rechtswege in de rechten van het slachtoffer voor het bedrag van de toegekende hulp tegen de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij.

§ 2. L'État peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide accordée lorsque, postérieurement au paiement de celle-ci, la victime obtient à un titre quelconque une réparation de son préjudice.

La commission donne au ministre des Finances un avis motivé préalablement à l'intentement d'une action en remboursement.

§ 3. L'État peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide lorsque celle-ci a été accordée en tout ou en partie à la suite de fausses déclarations ou d'omissions du requérant.

L'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont en tout ou en partie à charge de l'État, s'applique.

§ 4. Sans préjudice du principe de subsidiarité de l'aide financière visé à l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, et § 2, 4<sup>o</sup>, et par l'article 42quinquies, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et § 2, 3<sup>o</sup>, l'État est de même subrogé de plein droit, à concurrence du montant de l'aide accordée, aux droits du requérant contre l'assureur susceptible d'intervenir en sa faveur à la suite de l'acte de terrorisme ou l'acte visé à l'article 42quinquies, § 2.

Le requérant est tenu de fournir au secrétariat de la commission toutes les informations utiles à propos des assurances susceptibles d'intervenir en sa faveur à la suite de l'acte de terrorisme visé à l'article 42bis, alinéa 1<sup>er</sup> ou l'acte visé à l'article 42quinquies, § 2, conformément à l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions et allocations.

Si, par le fait du requérant, la subrogation ne peut plus produire ses effets en faveur de l'État, celui-ci peut réclamer au requérant la restitution de l'aide versée dans la mesure du préjudice subi."

**Art. 10.** Dans le chapitre III, section IV, de la même loi, il est inséré une sous-section 3, intitulée "Disposition particulière relative au financement des victimes visées par l'article 3, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme".

**Art. 11.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 10, il est inséré un article 42septiesdecies, rédigé comme suit:

"Article 42septiesdecies. Les frais générés par l'octroi des avantages financiers qui découlent de l'octroi du statut de solidarité nationale aux victimes visées par l'article 3, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, sont imputés au Fonds visé aux articles 28 et 42bis, alinéa 5."

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme*

**Art. 12.** A l'article 3 de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots "Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la" sont remplacés par le mot "La";

2° l'alinéa 3 est remplacé par les trois alinéas suivants:

"La présente loi est d'application aux victimes et aux ayants droit qui n'ont pas la nationalité belge et qui ne résidaient pas de façon habituelle en Belgique comme visé à l'alinéa 2. Le Roi détermine les modalités pratiques selon lesquelles les dispositions de la présente loi s'appliquent. Les frais générés par l'octroi des avantages financiers qui découlent de l'octroi du statut de solidarité nationale aux victimes visées par le présent alinéa sont imputés au Fonds visé aux articles 28 et 42bis, alinéa 5, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

§ 2. De Staat kan de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de toegekende hulp vorderen wanneer het slachtoffer na de uitbetaling ervan in enige hoedanigheid schadeloosstelling verkrijgt.

Vooraleer een vordering tot terugbetaling wordt ingeleid, verstrekt de commissie aan de minister van Financiën een met redenen omkleed advies.

§ 3. De Staat kan volledige of gedeeltelijke terugbetaling vorderen wanneer de hulp geheel of gedeeltelijk is toegekend op grond van valse of onvolledige verklaringen van de verzoeker.

Het koninklijk besluit van 31 mei 1933, betreffende de verklaring te doen in verband met de subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, is van toepassing.

§ 4. Onverminderd het subsidiariteitsbeginsel van de financiële hulp bedoeld in artikel 31bis, § 1, 5<sup>o</sup>, en § 2, 4<sup>o</sup>, en in artikel 42quinquies, § 1, 3<sup>o</sup>, en § 2, 3<sup>o</sup>, treedt de Staat eveneens van rechtswege in de rechten van de verzoeker voor het bedrag van de toegekende hulp tegen de verzekeraar die zou kunnen tussenkomen ten voordele van de verzoeker, volgend op de daad van terrorisme of de daad bedoeld in artikel 42quinquies, § 2.

De verzoeker moet het secretariaat van de commissie de nodige informatie bezorgen met betrekking tot verzekeringen die zouden kunnen tussenkomen te zijnen voordele, volgend op de daad van terrorisme zoals bedoeld in artikel 42bis, eerste lid of de daad zoals bedoeld in artikel 42quinquies, § 2, overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen.

Indien door toedoen van de verzoeker de indeplaatsstelling geen gevolg kan hebben ten voordele van de Staat, kan de Staat van de verzoeker de terugbetaling vorderen van de betaalde hulp in de mate van het geleden nadeel."

**Art. 10.** In hoofdstuk III, afdeling IV, van dezelfde wet, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidende "Bijzondere bepaling inzake de financiering van de slachtoffers bedoeld in artikel 3, derde lid van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme".

**Art. 11.** In onderafdeling 3, ingevoegd door artikel 10, wordt een artikel 42septiesdecies ingevoegd, luidende:

"Artikel 42septiesdecies. De kosten voortvloeiend uit de toekenning van de financiële voordelen die voortkomen uit de toekenning van het statuut van nationale solidariteit aan de slachtoffers bedoeld in artikel 3, derde lid van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, worden toegerekend op het Fonds bedoeld in de artikelen 28 en 42bis, vijfde lid."

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme*

**Art. 12.** In artikel 3 van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "In afwijking van het eerste lid is deze wet" vervangen door de woorden "Deze wet is";

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende drie leden:

"Deze wet is ook van toepassing op de slachtoffers en de rechthebbenden die niet de Belgische nationaliteit bezitten en die niet hun gewone verblijfplaats in België hadden als bedoeld in het tweede lid. De Koning bepaalt de praktische nadere regels volgens dewelke de bepalingen van deze wet van toepassing zijn. De kosten voortvloeiend uit de toekenning van de financiële voordelen die voortkomen uit de toekenning van het statuut van nationale solidariteit aan de slachtoffers bedoeld bij het huidige lid, worden toegerekend op het Fonds bedoeld in de artikelen 28 en 42bis, vijfde lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

La victime visée à l'alinéa 3 peut de manière prioritaire demander le statut et les avantages y liés visés par la présente loi.

Sans préjudice de l'alinéa 4, les avantages visés par la présente loi ne peuvent être cumulés avec un mécanisme de solidarité équivalent de l'État de nationalité ou du lieu de résidence habituelle si la victime préfère y recourir."

**Art. 13.** Dans l'article 10, § 3, alinéa 3, de la même loi, les mots "la Commission peut accorder un remboursement qu'elle fixe en fonction de son caractère raisonnable en vue de la guérison de la victime" sont remplacés par les mots "le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions peut, sur avis de la Commission, accorder un remboursement fixé en fonction de son caractère raisonnable en vue de la guérison de la victime. Sous sa responsabilité et sous son contrôle, le ministre peut déléguer les pouvoirs attribués par le présent alinéa à l'administrateur général de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité."

#### CHAPITRE 4. — *Disposition transitoire*

**Art. 14.** L'article 6 de la présente loi s'applique même si un dossier a déjà été introduit et clôturé par la commission avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Les demandeurs dont le dossier a déjà été clôturé avant l'entrée en vigueur de la présente loi doivent introduire une demande dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

**Art. 15.** Le Roi est chargé de la coordination des sections II et IV du chapitre III de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des dispositions fiscales et autres et des dispositions des lois sous la forme de "lois coordonnées sur l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels". À cette fin, il peut diviser et renuméroter les articles des sections, et établir de nouvelles divisions dans le texte.

#### CHAPITRE 6. — *Entrée en vigueur*

**Art. 16.** À l'exception des articles 10 à 13, qui produisent leurs effets depuis le 22 mars 2016, la présente loi entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 3258 (2017/2018).

Compte rendu intégral : 20 décembre 2018.

Het in derde lid bedoelde slachtoffer kan bij voorrang het statuut en de bijkomende voordelen aanvragen bedoeld bij deze wet.

Onverminderd het vierde lid, kunnen de in deze wet bedoelde voordelen niet worden gecumuleerd met een gelijkaardig solidariteitsmechanisme van de Staat van nationaliteit of van de gewone verblijfplaats indien het slachtoffer verkiest hierop een beroep te doen."

**Art. 13.** In artikel 10, § 3, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden "kan de Commissie een terugbetaling toekennen die zij redelijkerwijs vaststelt voor het herstel van de genezing van het slachtoffer" vervangen door de woorden "kan de minister die bevoegd is voor Sociale Zaken, op advies van de Commissie, een terugbetaling toekennen die redelijkerwijs wordt vastgesteld met het oog op het herstel van het slachtoffer. Onder zijn verantwoordelijkheid en onder zijn toezicht kan de minister de door deze alinea toegekende bevoegdheden delegeren aan de administrateur-generaal van de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering."

#### HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepaling*

**Art. 14.** Artikel 6 van deze wet is van toepassing zelfs wanneer het dossier reeds ingediend en afgesloten is door de commissie voor de inwerkingtreding van deze wet. De aanvragers wiens dossier reeds afgesloten is voor de inwerkingtreding van deze wet moeten een aanvraag indienen binnen een jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze wet.

#### HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

**Art. 15.** De Koning is belast met de coördinatie van de afdelingen II en IV van hoofdstuk III van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen en met de bepalingen van de wetten in de vorm van "gecoördineerde wetten op de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders". Hiertoe kan hij de artikelen van de afdelingen splitsen en vernummen en indelingen maken in de tekst.

#### HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding*

**Art. 16.** Met uitzondering van de artikelen 10 tot 13, die uitwerking hebben met ingang van 22 maart 2016, treedt deze wet in werking de dag van inwerkingtreding van de wet van 3 februari 2019 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de bevoegdheden van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft inzake de slachtoffers van terrorisme.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 3258 (2017/2018).

Integraal Verslag : 20 december 2018.